

*Communiqué suite à l'intersyndicale du mercredi 10 avril 2003*

## **Crier son refus du naufrage annoncé de la recherche française**

La manifestation du 20 mars 2003 a été un grand succès de mobilisation des travailleurs de la recherche publique : à Paris 4 500 personnes selon la police, au moins 6000 selon la presse et des centaines à Toulouse, Bordeaux, Marseille... Légitimement angoissé par la réduction brutale des crédits de fonctionnement et la médiocrité des perspectives de recrutement, l'ensemble des personnels de la recherche s'est mobilisé en masse, depuis les directeurs de laboratoire jusqu'aux jeunes thésards, pour crier son refus du naufrage annoncé de la recherche française.

La délégation syndicale reçue par le cabinet de la ministre de la Recherche s'est heurtée à une fin de non recevoir aux attentes de la communauté scientifique. Utilisant diverses arguties, le Ministère conteste l'ampleur du recul budgétaire imposé. Pourtant, en mars 2003 les crédits publics dont disposent pour fonctionner les organismes se retrouvent amputés, d'une manière ou d'une autre, de 30 % par rapport à ce qu'ils étaient au début de 2002.

La mobilisation des personnels, les expressions de responsables scientifiques ont conduit à un premier recul du gouvernement en suspendant le gel mais en confirmant toutes les annulations. C'est un résultat qui conforte la nécessaire mobilisation pour obtenir dès maintenant un budget et un nombre d'emplois à la hauteur des enjeux de la recherche.

Le Ministère laisse entendre des perspectives qui aboutiraient bientôt à vider de sa substance le dispositif français de recherche publique. Des réductions des recrutements sont annoncées, afin de "privilégier le qualitatif plutôt que le quantitatif".

### **L'action massive des personnels, une nécessité**

Le ministre déplore officiellement la "fuite des cerveaux", mais ce sont leurs actes qui comptent ! Sans action massive des personnels c'est à une précarisation croissante des jeunes chercheurs qui se prépare comme le montre déjà le budget 2003, qui supprime 150 postes de chercheurs titulaires et crée des centaines de postes à durée déterminée.

La communauté scientifique doit donc continuer à se mobiliser pour défendre son avenir immédiat. **Les syndicats de la recherche proposeront donc une action nationale forte vers la mi-mai, en direction de Matignon.**

## **Mi-mai, ACTION NATIONALE en direction de Matignon 29 avril, RASSEMBLEMENT des labos et services**

**Sans attendre, préparons des posters dans les laboratoires afin d'expliquer à tous, et d'abord à l'opinion publique dans un rassemblement avec la Presse le 29 avril, les enjeux et les risques d'une politique qui sacrifie irréversiblement le potentiel de la recherche française au moment où la concurrence internationale s'exacerbe.**

**SGEN-CFDT (Cnrs-Inserm-Ird), SNCS-FSU, SNPCEN-FSU, SNPTES-UNSA, SNTRS-CGT (Cnrs-Inserm-Inria-Ird), SPIVA-CGT(Inrets Villeneuve d'Ascq)**